

Commission : UNESCO

Question : Peut-on tout dire dans les médias et sur les réseaux sociaux ?

Auteur : Chili

Il est prioritaire pour le Chili d'être engagé face aux problèmes sociaux et économiques qui ont un effet sur les droits de l'homme, y compris la liberté d'expression, compte tenu de la vague de manifestations de l'année dernière et de la pandémie du Covid-19 de cette année.

Le Chili estime que, récemment, les appels de la société se sont intensifiés à la suite d'une crise sociale, économique et politique commencée il y a plus d'un an. L'opposition politique dénonce le fait que la liberté d'expression a été fortement réduite. Cependant il doit être observé, qu'au cours des trente dernières années, la République du Chili, qui appartient également à l'American Condition Human Rights, reconnaît la liberté d'expression comme un droit fondamental garanti. Le Chili souligne que le pays a été 51^{ème} au classement mondial de la liberté de la presse en 2020 et déclare que l'État n'exerce aucun contrôle politique sur les médias, ni censure le contenu.

Les dernières manifestations ont témoigné des défis sociétaux à grande échelle au Chili, comme à travers l'Amérique latine avec des manifestants lésés par un nombre accablant de problèmes, incluant la corruption institutionnelle, la fraude électorale, la hausse des prix de l'essence et la baisse des salaires. À la suite de l'annonce par le président Sebastián Piñera d'une augmentation du prix des billets pour le réseau métropolitain de la ville de Santiago, des citoyens ont envahi les rues. De telles manifestations n'ont pas été vues depuis plusieurs décennies. Les manifestations ont conduit Sebastián Piñera à instituer l'état d'urgence et à invoquer la *Loi sur la Sécurité de l'État*, qui met en place des restrictions à la liberté de rassemblement pour une durée de 15 jours et impose un commandement militaire. Parmi les conséquences de cette loi figurent l'instauration d'un couvre-feu, le déploiement de forces armées.

Les réseaux sociaux ont également été des acteurs importants durant les manifestations qui ont eu lieu récemment au Chili. En particulier, lors des manifestations féministes du 20 novembre 2019 et des mouvements de contestation sociale antigouvernementale du 18 octobre 2019. Durant la pandémie du coronavirus il n'est guère étonnant qu'au Chili, de même que dans d'autres pays, les réseaux sociaux ont joué un rôle important dans la propagation des informations par rapport à la pandémie et aux nombreux « fake news » partagés sur les médias. Selon les statistiques, les réseaux sociaux n'ont jamais eu une telle importance jusqu'au covid-19, car le confinement oblige les gens à s'exprimer plus intensivement sur les réseaux sociaux, puisqu'ils n'ont que la possibilité de le faire virtuellement.

Le Chili est conscient qu'il y a eu plusieurs voix fortes de la part de la société civile, appelant au rétablissement des droits des hommes. Écrivains et journalistes chiliens ont commencé à faire entendre leurs volontés par des actions, campagnes et déclarations publiques, tels que les actions sur les réseaux sociaux.

Cependant, le Chili estime que les mesures démocratiques sont des priorités absolues. L'État vise à trouver un équilibre entre l'apaisement de la situation et les actions déterminées de la part du gouvernement qui provoqueraient un raidissement supplémentaire chez les ONG et autres acteurs de la société civile. Les plateformes de réseaux sociaux sont créées pour être gratuites pour tous, y compris les représentants de la presse et le grand public. Par conséquent, le Chili refuse les allégations de la part des journalistes sur la censure des médias. Le Chili déclare que la communication et l'accès à Internet ne sont pas surveillés. Quant aux statistiques, environ 82% de la population ont accès à Internet.

En ce qui concerne les «fausses nouvelles» sur les plateformes de médias sociaux, en particulier pendant la pandémie, le président chilien Sebastian Pinera a communiqué qu'il y avait un grand nombre de campagne de désinformation circulant sur Facebook, Instagram et Twitter. L'Institut chilien des droits de l'homme a examiné le contenu en ligne dans le cadre d'une enquête.

En effet, le Chili souhaite jouer un rôle actif dans le multilatéralisme axé sur la compréhension et la réalisation d'un consensus entre les parties. L'État a l'intention de sauvegarder la liberté de presse, et en même temps souligne que la liberté d'expression est une valeur fondamentale de la défense de la démocratie et des droits de l'homme. Dans le même esprit, le président Piñera, à l'Assemblée générale des Nations Unies, a pris un engagement fort et clair du gouvernement, lorsqu'il a ouvert le Sommet des présidents sud-américains, envers les principes de liberté, de démocratie et des droits de l'homme.

Le gouvernement réitère aussi le désir de lutter contre le phénomène des « fake news » et de défendre la libre expression d'idées et les publications sur les plateformes des réseaux sociaux. Le Chili est prêt à relever ces défis.